



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6197

Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Date de dépôt : 28-09-2010

Date de l'avis du Conseil d'État : 23-11-2010

Auteur(s) : Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
25-05-2011	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
28-09-2010	Déposé	6197/00	<u>5</u>
23-11-2010	Avis du Conseil d'Etat (23.11.2010)	6197/01	<u>26</u>
03-02-2011	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police	6197/02	<u>29</u>
09-03-2011	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (8.3.2011)	6197/03	<u>32</u>
05-05-2011	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Rapporteur(s) : Monsieur Aly Kaes	6197/04	<u>35</u>
20-05-2011	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (20-05-2011) Evacué par dispense du second vote (20-05-2011)	6197/05	<u>42</u>
05-05-2011	Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Procès verbal (27) de la reunion du 5 mai 2011	27	<u>45</u>
07-02-2011	Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Procès verbal (22) de la reunion du 7 février 2011	22	<u>52</u>
01-02-2011	Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Procès verbal (21) de la reunion du 1 février 2011	21	<u>57</u>
30-05-2011	Publié au Mémorial A n°110 en page 1721	6139,6197,6245,6246,6247,6248	<u>62</u>

Résumé

6197

PROJET DE LOI
portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Le projet de loi 6197 consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach en une nouvelle commune appelée „Aerenzdallgemeng“ conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

La coopération entre les communes d'Ermsdorf et de Medernach a débuté en 1992, date de la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire. Ce syndicat a entrepris la construction d'une école centrale à Medernach. La collaboration pleinement réussie au niveau de l'enseignement primaire a incité les communes regroupées au syndicat intercommunal „Ecole Medernach/Ermsdorf“ à envisager une coopération dans d'autres domaines et à mettre leurs efforts en commun pour réaliser d'autres projets ambitieux, mais difficiles à mettre en œuvre par une seule commune de petite taille.

Les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont adopté dans leurs séances respectives des 11 et 12 février 2010 un document de présentation du projet de fusion. Un référendum a été organisé en date du 21 mars 2010 pour permettre à la population de se prononcer sur la fusion des deux communes à la suite des élections communales d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales par leurs délibérations respectives du 6 avril 2010. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement.

6197/00

N° 6197

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI**portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach**

* * *

*(Dépôt: le 28.9.2010)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (23.9.2010).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi.....	3
4) Commentaire des articles.....	6
5) Fiche financière	11
6) Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Medernach.....	12
7) Extrait du registre aux délibérations du conseil communal d'Ermsdorf.....	16

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach.

Palais de Luxembourg, le 23 septembre 2010

*Le Ministre de l'Intérieur et
à la Grande Région,*

Jean-Marie HALSDORF

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Les communes d'Ermsdorf et de Medernach ont créé en 1992 un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire. Ce syndicat a entrepris la réalisation d'une école centrale à Medernach. La collaboration pleinement réussie au niveau de l'enseignement primaire a incité les communes regroupées au syndicat intercommunal „Ecole Medernach/Ermsdorf“ à envisager une coopération dans d'autres domaines et à mettre leurs efforts en commun pour réaliser d'autres projets ambitieux, mais difficiles à mettre en oeuvre par une seule commune de petite taille.

Depuis le début de l'année 2007, des discussions concrètes ont été menées autour d'une fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach. Par des délibérations concordantes du 25 septembre 2007 les conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach ont déclaré leur intention de fusionner et ont chargé leurs collèges des bourgmestre et échevins respectifs d'entamer les négociations et démarches nécessaires en vue de la fusion. Par la suite, les deux communes ont élaboré en commun un programme des projets à réaliser prioritairement, à moyen et à long terme, dans le cadre de la fusion. Ce programme a été présenté au ministre de l'Intérieur lors d'une entrevue du 12 novembre 2008.

Dans sa séance du 20 septembre 2002 le Conseil de Gouvernement s'était déjà prononcé en faveur du principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite et avait souligné le courage politique des responsables communaux qui osent prendre une telle initiative. Le Gouvernement est conscient que les investissements à effectuer et les dépenses à assumer par les petites communes dépassent de plus en plus leurs capacités financières et qu'une fusion entre plusieurs entités locales constitue une solution optimale pour parer à un endettement croissant. En s'inspirant de l'accompagnement financier du Gouvernement lors des fusions de communes qui se sont faites fin des années 1970, le Gouvernement, en actualisant le montant accordé à l'époque, a estimé qu'il pourrait allouer une subvention de 2.500,00 euros par habitant, une somme dont le paiement s'échelonne sur plusieurs exercices et en fonction de la réalisation des projets faisant partie du programme de la fusion. Le Gouvernement a réaffirmé son engagement dans une déclaration gouvernementale du 4 août 2004.

Les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont adopté dans leurs séances respectives des 11 et 12 février 2010 un document de présentation du projet de fusion. Ce document a été communiqué aux habitants avant l'organisation d'une réunion d'information commune à Medernach en date du 10 mars 2010 à laquelle a participé le ministre de l'Intérieur pour expliquer les avantages d'une fusion et confirmer l'appui du Gouvernement.

En application de l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“, les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont organisé le 21 mars 2010 un référendum pour permettre à la population de se prononcer sur une fusion des deux communes à la suite des élections communales ordinaires d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum était positif et les autorités communales des deux communes ont continué les travaux préparatoires de la fusion.

Ainsi les conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach ont donné leur accord à une convention à passer avec l'Etat en vue de la fusion par leurs délibérations respectives du 6 avril 2010. Lors de ces mêmes réunions ils se sont prononcés à titre définitif sur la fusion des deux collectivités locales. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement.

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach en une nouvelle commune appelée „Aerenzdallgemeng“ conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont fusionnées en une nouvelle commune qui porte le nom de „Aerenzdallgemeng“, „Commune de la vallée de l'Ernz“, „Ernztalgemeinde“.

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Medernach.

Art. 3. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de onze conseillers. A l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale.

(2) Le premier conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz sera élu lors des élections communales ordinaires qui auront lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

Art. 4. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 5. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes d'Ermsdorf et de Medernach sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

Art. 6. La nouvelle commune succède à tous les biens, droits, charges et obligations des communes fusionnées et du syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale à Medernach. Ce syndicat sera dissous conformément aux dispositions de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Art. 7. La commune de la Vallée de l'Ernz sera regroupée dans l'office social commun dans lequel les communes d'Ermsdorf et de Medernach seront regroupées en vertu du règlement grand-ducal prévu à l'article 6 paragraphe (7) de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 8. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1er janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la construction d'une maison relais;
- la modernisation des infrastructures sportives;
- la construction d'une nouvelle mairie à Medernach.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1er janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 9. Il est procédé au 1er janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de la vallée de l'Ernz sans égard aux variations de valeur. Lors de cette

fixation nouvelle les propriétés des deux communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 10. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune de la vallée de l'Ernz, les critères ou valeurs moyens ou globaux des deux communes ayant existé antérieurement.

Art. 11. (1) Sans préjudice des dispositions qui figurent à l'article 13, la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2012.

(2) En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1er janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 12. (1) Pendant une période transitoire qui s'étendra sur la période correspondant à deux mandats du conseil communal et se terminera à l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, la commune de la vallée de l'Ernz sera composée de deux sections électorales, à savoir la section d'Ermsdorf formée par le territoire de l'ancienne commune d'Ermsdorf et la section de Medernach formée par le territoire de l'ancienne commune de Medernach. La section d'Ermsdorf sera représentée au conseil communal par cinq conseillers et la section de Medernach par six conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2023, les deux sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz peut décider de ramener la durée de la période transitoire à une seule période électorale.

(3) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz sera organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune“ qui figurent au 1er alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune“.
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans la section d'Ermsdorf ou dans la section de Medernach, telles que ces sections sont définies au point 1 ci-dessus.
3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 les termes „la commune“ englobent en l'occurrence les sections d'Ermsdorf et de Medernach.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: „L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.“
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(4) L'élection du premier conseil communal de la vallée de l'Ernz sera organisée dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach, qui vont constituer la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes d'Ermsdorf et de Medernach concourent ensemble à l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz.
2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Medernach.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi électorale se font aux maisons communales d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 13. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées. Les membres des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz issu des élections du 9 octobre 2011, reprendra dès son entrée en fonction les activités des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 14. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 15. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les deux receveurs des communes fusionnées.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er.

Les élus locaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach ont décidé de donner à la nouvelle commune le nom de „Commune de la vallée de l'Ernz“, en luxembourgeois „Aerenzdallgemeng“, en allemand „Ernztalgemeinde“. A l'instar de la nouvelle commune de Kiischpelt, les élus ont choisi un nom qui procède de considérations géographiques. Il s'agit en l'espèce d'une rivière qui traverse le territoire des deux communes.

Article 2.

D'un commun accord les mêmes élus ont fixé le siège de la commune de la vallée de l'Ernz à Medernach.

Article 3.

(1) Par dérogation aux dispositions légales qui fixent le nombre des conseillers communaux, le conseil communal de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz sera composé de onze membres au lieu des neuf membres auxquels il aurait droit d'après la législation en vigueur. La situation normale sera rétablie à la suite des élections communales ordinaires de 2023. La dérogation se justifie par la situation spéciale résultant de la fusion de deux communes. Des dispositions semblables ont été appliquées lors des fusions de communes opérées à la fin des années 1970.

(2) Le premier conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz sera élu lors des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011.

Article 4.

Les règlements communaux en vigueur dans les deux communes fusionnées sont maintenus pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur abrogation par le conseil communal de la vallée de l'Ernz.

Si les communes d'Ermsdorf et de Medernach ont déjà harmonisé un certain nombre de règlements taxes et de règlements de police depuis que l'idée de fusionner est devenue concrète, il n'en reste pas moins qu'il va falloir un certain temps pour uniformiser l'ensemble de la réglementation et adapter celle-ci à la nouvelle situation.

Comme il est difficile de déterminer exactement le temps qu'il faudra pour établir la réglementation de la commune de la vallée de l'Ernz, il a été préféré de ne fixer aucune date limite pour le remplacement des anciens règlements ni d'abroger d'office à une date précise la réglementation existante.

Article 5.

L'ensemble du personnel des communes d'Ermsdorf et de Medernach sera repris par la nouvelle commune avec leurs statuts et contrats. Ces personnes sont maintenues dans les mêmes situations statutaires et contractuelles et seront rémunérées aux mêmes conditions que si elles étaient restées dans leur commune d'origine. Elles conserveront leurs droits acquis, c'est-à-dire le total des émoluments acquis. Elles bénéficieront des mêmes possibilités d'avancement, de durée de carrière et des mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine. En outre, le receveur qui n'est pas maintenu dans sa fonction alors que la nouvelle commune ne peut en avoir qu'un seul, reste admissible à la fonction de receveur communal pendant toute la durée de sa carrière, quelles que soient les conditions d'admission futures.

Article 6.

La nouvelle commune succédera aux droits et charges des deux communes fusionnées. Cette disposition rend superflu tout inventaire des biens, droits, charges et obligations de chacune des deux communes. Elle souligne par ailleurs le caractère solidaire et indivisible de la nouvelle unité et indique aux yeux des habitants concernés que l'opération de fusion est irréversible. L'art. 6 présente les mêmes avantages en ce qui concerne le syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale à Medernach alors que la fusion des communes qui le composent entraînera la dissolution du syndicat.

Article 7.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, les communes d'Ermsdorf et de Medernach seront regroupées dans un office social commun avec d'autres communes à partir du 1er janvier 2011. Il est dans l'intérêt de la nouvelle commune de la Vallée de l'Ernz ainsi que dans celui de l'office social commun que la commune de la Vallée de l'Ernz en fasse partie après la fusion.

Article 8.

(1) Dans sa séance du 20 septembre 2002, le Conseil de Gouvernement s'est prononcé en faveur du principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite et a souligné le courage politique des responsables communaux qui osent prendre une telle initiative. Le Conseil de Gouvernement a promis d'allouer une subvention de 2.500,00 euros par habitant aux communes fusionnées. Le Gouvernement a réaffirmé son engagement dans une déclaration gouvernementale du 4 août 2004. Cet accompagnement financier du Gouvernement est destiné à contribuer au financement de projets faisant partie d'un programme de fusion arrêté par les communes qui se proposent de fusionner et à assurer un bon démarrage à la nouvelle commune. Rappelons que lors des fusions de communes opérées à la fin des années 1970, le Gouvernement avait également accordé des subventions spéciales aux nouvelles communes. Le „Fonds pour la réforme communale“ sera alimenté dans la loi budgétaire par les crédits nécessaires pour financer cette aide spéciale à partir de l'exercice 2006. Ce fonds spécial avait été institué par l'article 19 de la loi du 23 décembre 1972 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1973 dans le but:

- d'inciter les communes à procéder sur la base volontaire aux fusions préconisées par le Gouvernement;
- de réduire les obstacles d'ordre financier auxquels pourront se heurter des fusions, en résolvant, entre autres, le problème des disparités fiscales existant entre les différentes communes intéressées et
- de faciliter la mise en oeuvre de travaux d'équipement s'ensuivant directement et nécessairement d'une fusion de communes.

Par la même occasion il avait été affirmé que „les applications pratiques des moyens d'intervention financière de l'Etat seront bien sûr taillées sur mesure pour chaque cas de fusion individuel selon les divers aspects qui lui seront propres“ (voir Documents parlementaires, session ordinaire 1972-73, No 1623-1, p. 14).

(2) Ce paragraphe définit le programme des projets à réaliser prioritairement dans le cadre de la fusion; ce programme a été arrêté d'un commun accord par les responsables des communes d'Ermsdorf et de Medernach. Au cas où, après la réalisation des trois projets prioritaires, l'allocation spéciale du Gouvernement n'est pas entièrement consommée, la commune de la vallée de l'Ernz peut utiliser le montant restant soit pour réduire ses emprunts, soit pour investir dans d'autres projets, conformément aux priorités que les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont fixé dans le document de présentation du projet de fusion arrêté dans leurs séances respectives des 11 et 12 février.

(3) L'aide prévue sera liquidée au fur et à mesure de la réalisation des travaux et s'échelonnera sur une durée de dix ans à partir du 1er janvier 2012.

(4) Il est évident qu'à côté de cette aide spéciale la commune de la vallée de l'Ernz bénéficiera des subsides ordinaires accordés par l'Etat pour les différents projets.

Article 9.

Selon l'ordonnance du 17 janvier 1941 (Code fiscal – Vol. 3, tit. 1er §§ 37-39), les unités économiques de la fortune agricole et forestière sont à établir par commune. Cette disposition restreint et élargit à la fois le concept d'unité économique pris au sens usuel du terme, alors qu'une seule exploitation située sur le territoire de deux communes constitue deux unités d'évaluation, mais que, par contre, deux parcelles isolées n'ayant entre elles de commun que leur situation sur le territoire de la même commune sont considérées comme ne formant qu'une seule unité.

Dans ces conditions il serait étonnant que la fusion de deux communes ne pose pas de problèmes en matière d'évaluation unitaire, du moins en ce qui concerne les personnes possédant des propriétés agricoles et forestières dans les deux communes fusionnées.

En principe, les différentes propriétés, qui sont toutes situées sur le territoire de la nouvelle commune fusionnée, doivent être réunies et ne former plus qu'une seule unité économique comportant l'ensemble des éléments situés dans la commune.

A l'instar des lois réglementant les fusions de communes opérées en 1978, il est prévu d'opérer la fusion des valeurs unitaires par le truchement d'une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de la vallée de l'Ernz dès le début de l'existence de la nouvelle commune. Or, pour qu'une telle fixation puisse intervenir, il faut que la nouvelle valeur unitaire accuse par rapport à celle fixée en dernier lieu une variation minimale absolue ou relative fixée par le § 22 de la loi d'évaluation.

S'il semble assez évident de considérer comme valeur antérieure le total des valeurs des deux communes, il est permis d'hésiter sur la nécessité de maintenir pour cette seule opération des variations minimales ou si, par contre, il est indiqué de les réduire ou même de les supprimer complètement. Le projet est basé sur cette dernière solution puisqu'il est précisé que les fixations nouvelles ont lieu sans égard aux variations de valeur.

Il est, en effet, préférable de créer pour les débuts de la nouvelle commune une situation nette et complète groupant toutes les propriétés évaluables et l'ensemble de leurs éléments constitutifs. Cette solution s'impose même dans une certaine mesure si l'on veut observer la règle du § 212b AO qui prévoit une communication des bases d'assiette de l'impôt foncier aux communes intéressées.

L'autre modalité est celle de la valeur par hectare à mettre en compte en cas de dispersion de la propriété sur diverses sections cadastrales ou communes. Si une propriété agricole comporte des terres situées dans des sections à valeur par ha différente, l'évaluation ne peut avoir lieu que sur la base d'une seule valeur par ha, à savoir celle relative à la section du siège de l'exploitation ou, lorsque le siège est situé dans une autre commune, celle relative à la section comprenant la fraction la plus importante des terres.

Le projet, en précisant qu'il doit être fait application des règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire, se prononce pour la solution qui est à la fois la plus logique, la plus rationnelle et celle qui ne crée pas de précédent dans l'expectative de nouvelles fusions de communes.

Les règles décrites ci-dessus s'appliqueront donc sans délai et sans aucune modification aux sections cadastrales de la nouvelle commune.

L'article 9 envisagé ne comporte aucune disposition relative aux propriétés foncières (immeubles bâtis et non bâtis). Les évaluations de ces propriétés ne seront, sauf situation tout à fait exceptionnelle, en rien touchées par la fusion des deux communes et la constitution de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz. Les unités économiques de l'espèce ne se composent en général que de la construction principale, de ses annexes éventuelles et du sol et il est très rare qu'une telle unité soit située à cheval sur le territoire de deux communes. Il n'est donc pas nécessaire de légiférer à ce sujet.

Article 10.

Un article ayant la même teneur se trouve inscrit dans les lois relatives aux fusions de communes opérées en 1978.

Dans certains textes de nature fiscale se trouvent des références à des valeurs ou à des critères d'années antérieures. Lorsque ces valeurs ou critères sont relatifs à des communes, un problème pourrait se poser dans le cas de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz. En effet, au cours de la première année de son existence, la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz ne pourra pas faire état de données des années antérieures. Il faudra nécessairement recourir aux données correspondantes des anciennes communes d'Ermsdorf et de Medernach qui forment la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz.

L'article 10 prévoit cette solution qui n'est guère susceptible de donner lieu à des complications. La disposition vise tous les textes de nature fiscale. Ce terme est à interpréter largement et comprend certaines dispositions marginales, telles que celles des lois budgétaires relatives à la participation des communes aux impôts de l'Etat.

Article 11.

La date de l'entrée en vigueur de la nouvelle commune est fixée au 1er janvier 2012. Cependant, à la suite des élections communales qui auront lieu le 9 octobre 2011, le conseil communal qui sera élu à cette occasion entrera en fonction dès le moment où la nomination et l'assermentation du bourgmestre et des échevins ainsi que l'assermentation de la majorité des conseillers auront eu lieu. Cette façon de

procéder a pour but de faire débiter l'activité de la nouvelle commune au début d'un exercice, mais de permettre en même temps au conseil communal issu des élections communales de voter lui-même dans les délais prévus par la loi communale le budget pour l'exercice 2012.

La disposition du second alinéa répond à un souci émis par l'Administration des contributions directes. Certaines dispositions des lois concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt commercial communal sont liées à la commune d'habitation ou de site du contribuable et ne se prêtent guère à un changement en cours d'année autre qu'un changement entraîné par le déménagement du contribuable ou la délocalisation du site de l'entreprise. Il s'agit notamment des frais de déplacement en matière d'impôt sur le revenu, des taux communaux et d'une éventuelle ventilation de la base d'assiette en matière d'impôt commercial communal. Afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de ces dispositions, il s'avère indispensable de faire coïncider les conséquences fiscales, entraînées par la fusion des communes, avec le début de l'année d'imposition.

Tant le § 21 de la loi concernant l'impôt foncier que le § 16 de la loi concernant l'impôt commercial communal prévoient que les taux d'impôt doivent être uniformes pour respectivement tous les immeubles situés dans la commune et relevant de la même catégorie ou toutes les entreprises situées dans la commune. Afin d'éviter une situation non conforme à ces dispositions, la deuxième phrase du projet de loi prévoit qu'à défaut de taux communaux pour la nouvelle commune, les différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées sont applicables à partir de 2012.

Article 12.

L'élection du premier conseil communal de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz aura lieu le 9 octobre 2011, c'est-à-dire à un moment où les communes d'Ermsdorf et de Medernach existeront toujours et où la commune de la vallée de l'Ernz n'existera pas encore. Il convient donc d'organiser les élections pour le conseil communal de la vallée de l'Ernz dans cette situation spéciale par les dispositions transitoires de la présente loi. La procédure retenue à cet effet, qui est à la fois exceptionnelle et unique, a été choisie de façon à pouvoir profiter au maximum des dispositions de la loi électorale et à n'y apporter que les modifications absolument indispensables pour permettre l'élection dans les communes actuelles d'Ermsdorf et de Medernach du conseil communal de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz.

Le présent projet de loi tient également compte dans une période transitoire du fait que la population de l'actuelle commune de Medernach est plus nombreuse que celle de l'actuelle commune d'Ermsdorf. Il prévoit en effet que les deux anciennes communes formeront deux sections électorales de la nouvelle commune jusqu'aux élections communales ordinaires qui auront lieu en 2023. La section d'Ermsdorf aura cinq conseillers et celle de Medernach en aura six. Comme les sections électorales ont été abolies par la loi électorale du 18 février 2003, les dispositions transitoires du présent projet de loi fixent les règles nécessaires pour instituer deux sections électorales pour les besoins spécifiques de la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach.

Conformément au souhait des responsables des communes d'Ermsdorf et de Medernach, les deux sections électorales d'Ermsdorf et de Medernach sont maintenues en principe jusqu'aux élections communales de 2023 à partir desquelles la commune de la vallée de l'Ernz formera une seule section électorale. Cependant, le conseil communal de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz pourra, en fonction de l'évolution du projet de fusion, décider de ramener la durée de la période transitoire à une seule période électorale de sorte que les élections communales de 2017 se dérouleront d'après les règles ordinaires.

Par ailleurs, le système électoral pour lequel il a été opté prévoit que les opérations électorales du 9 octobre 2011 se dérouleront dans les deux communes d'Ermsdorf et de Medernach qui formeront à cet effet une circonscription unique avec un bureau de vote principal installé à Medernach conformément au souhait des élus des deux communes d'Ermsdorf et de Medernach.

Comme la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz sera une commune dans laquelle les élections se feront d'après le système de la majorité relative, les déclarations de candidature seront remises par les intéressés au président de ce bureau principal, peu importe qu'elles émanent de personnes résidant à Ermsdorf ou à Medernach. Le président du bureau principal arrêtera la liste des candidats aux élections du conseil communal de la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz. Au sujet des candidatures il y a lieu de relever que la condition de résidence fixée à l'article 192 de la loi électorale est à interpréter en l'occurrence de la manière suivante: les candidats doivent

- avoir résidé depuis six mois sur le territoire de la commune d’Ermsdorf lors du dépôt de la candidature pour la section de Ermsdorf;
- avoir résidé depuis six mois sur le territoire de la commune de Medernach lors du dépôt de la candidature pour la section de Medernach.

Par ailleurs, il importe de préciser la manière d’appliquer l’article 194 de la loi électorale à la nouvelle commune de la vallée de l’Ernz à la suite des élections du 9 octobre 2011 en ce qui concerne les personnes qui ne peuvent faire partie du conseil communal d’une commune déterminée. Ne saurait faire partie du conseil communal de la nouvelle commune:

- toute personne qui reçoit une rémunération, fixe ou variable, de la commune d’Ermsdorf ou de la commune de Medernach ou d’un établissement subordonné à l’administration d’une de ces deux communes ou d’un syndicat intercommunal dont l’une des communes ou les deux communes fait ou font partie;
- le personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l’enseignement fondamental de l’école intercommunale des communes d’Ermsdorf et de Medernach;
- les fonctionnaires et employés de l’Etat, de ses administrations ou services, si de par leurs fonctions ils sont responsables d’un ressort de service qui comprend le territoire d’une des communes d’Ermsdorf ou de Medernach ou des deux communes ou s’ils exercent des compétences sectorielles à portée nationale, qui sont susceptibles de se recouvrir ou d’être en opposition avec les intérêts de la commune d’Ermsdorf ou de la commune de Medernach ou des deux communes.

Les opérations électorales se dérouleront dans les bureaux de vote installés dans les communes d’Ermsdorf et de Medernach d’après les listes électorales respectives de ces deux communes. L’article 76 de la loi électorale s’applique distinctement pour la commune d’Ermsdorf et pour la commune de Medernach. Ainsi les électeurs qui résident à Ermsdorf et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale d’Ermsdorf seront quand-même admis à voter le 9 octobre 2011 s’ils se présentent munis d’une décision du bourgmestre de la commune d’Ermsdorf. Les électeurs qui résident à Medernach et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale de Medernach seront quand-même admis à voter s’ils se présentent munis d’une décision du bourgmestre de la commune de Medernach.

Toutes les publications à faire dans les communes d’après les dispositions de la loi électorale doivent, à l’occasion des élections du 9 octobre 2011, être effectuées tant aux endroits de publication usuels de la commune d’Ermsdorf qu’aux endroits de publication usuels de la commune de Medernach.

Les convocations des électeurs seront faites séparément par chacune des deux communes d’Ermsdorf et de Medernach pour leurs électeurs respectifs.

En ce qui concerne l’application de l’article 204 de la loi électorale, il est entendu que la commune y visée est soit la commune d’Ermsdorf, soit la commune de Medernach, selon le lieu où est domicilié le témoin.

D’ailleurs toutes les autres dispositions applicables de loi électorale qui mentionnent „la commune“ s’entendent en l’occurrence comme visant les deux communes d’Ermsdorf et de Medernach, à l’exception des situations pour lesquelles les dispositions transitoires de la présente en disposent autrement.

Quant à l’organisation du vote par correspondance, il a été retenu que chacune des deux communes d’Ermsdorf et de Medernach traitera les demandes de ses électeurs de voter par correspondance. Le relevé des votants par correspondance à établir par chaque commune sera déposé au bureau de vote principal à Medernach qui sera chargé du dépouillement de tous les bulletins des électeurs qui auront voté par correspondance, qu’ils soient ressortissants de la commune d’Ermsdorf ou de celle de Medernach.

Article 13.

Cet article précise le moment de l’entrée en fonction du nouveau conseil communal en conformité avec les dispositions de la loi électorale. Il précise qu’à partir de ce moment les conseils communaux d’Ermsdorf et de Medernach cesseront d’exister et que leurs activités seront reprises par le conseil communal de la vallée de l’Ernz.

Article 14.

(1) Cet article fixe une disposition transitoire pour organiser la cohabitation des deux secrétaires communaux en place qui exercent chacun une tâche complète. Il est en effet nécessaire de définir les attributions de l'un et de l'autre. Pour ce faire le projet de loi s'inspire de l'esprit de la loi communale et plus précisément des dispositions légales qui régissent l'attribution à un secrétaire adjoint dans les communes de plus de 5.000 habitants de certaines tâches légales du secrétaire communal. Les fonctions que la loi attribue au secrétaire communal seront réparties en l'occurrence par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de la vallée de l'Ernz entre les deux secrétaires en fonction au moment de la fusion. La décision afférente du collège échevinal sera soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur. Comme une répartition à 100% est difficile à faire et qu'il restera sans doute des fonctions mineures que le collège échevinal aura omis d'attribuer à l'un ou à l'autre secrétaire, la disposition transitoire de la loi prévoit que de pareilles missions seront exercées par le secrétaire qui est le plus ancien en rang. Au cas où de nouvelles attributions légales seraient créées pour les secrétaires communaux, le collège échevinal devra les attribuer à l'un ou à l'autre des secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. En attendant l'accomplissement de cette procédure, le secrétaire le plus ancien en rang exercera cette tâche. Il est par ailleurs évident que le collège des bourgmestre et échevins peut à tout moment modifier la répartition des tâches entre les deux secrétaires s'il en éprouve le besoin. Toute décision concernant l'attribution des missions des deux secrétaires nécessite l'approbation de l'autorité de tutelle.

(2) La disposition qui figure à l'alinéa qui précède ne s'applique qu'aux deux titulaires actuels des postes de secrétaire dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach. Dès que le poste d'une de ces deux personnes deviendra vacant, ces dispositions cesseront d'exister et il ne sera plus qu'un seul secrétaire dans la commune de la vallée de l'Ernz qui exercera toutes les attributions que la loi confie aux secrétaires communaux. En ce qui concerne le poste vacant, il appartiendra alors au conseil communal de le convertir en un poste dans une autre carrière, par exemple dans la carrière du rédacteur ou dans la carrière de l'expéditionnaire. La décision afférente sera soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Article 15.

Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

*

FICHE FINANCIERE

L'article 8 du projet de loi prévoit que la nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant, conformément à une décision du Conseil de Gouvernement du 20 septembre 2002. Le nombre d'habitants à considérer sera celui du 1er janvier 2012.

Au 1er janvier 2009 la population des deux communes se situait aux environs de 2.127 habitants. La charge budgétaire relative à l'aide spéciale s'élèvera donc aux environs de $2.500 \times 2.127 = 5.317.500$ euros qui seront liquidées par tranches au cours d'une période de 10 ans à charge du Fonds pour la réforme communale alimenté par des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la construction d'une maison relais;
- la modernisation des infrastructures sportives;
- la construction d'une nouvelle mairie à Medernach.

*

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE MEDERNACH**

Séance publique du 6 avril 2010

Date de l'annonce publique: 31 mars 2010

Date de la convocation des conseillers: 31 mars 2010

Présents: M. Bob Bintz, bourgmestre;
MM. Goy Feltes et Pascal Zeihen, échevins;
MM. Emile Dostert, Eugène Unsen et Jean-Paul Schweigen, conseillers communaux;
Mme Monique Glesener, secrétaire communale.

Absents: a) excusés: /
b) sans motif: /

Point de l'ordre du jour: 1

Objet: Décision définitive quant à la fusion des communes de Medernach et d'Ermsdorf

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach des 25 septembre 2007, approuvées par l'autorité supérieure en date du 22 octobre 2007 – réf. No 26/07, déclarant leur intention de fusionner les deux communes et chargeant les collègues des bourgmestre et échevins de la préparation d'un projet de fusion;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations des conseils communaux de Medernach et d'Ermsdorf du 27 novembre 2009 portant organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des deux communes;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 11 février 2010, respectivement du 12 février 2010, portant approbation du document de présentation du projet de fusion des deux communes;

Considérant que ce document de présentation sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribué sous forme de brochure d'information à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région eut lieu à Medernach en date du 10 mars 2010;

Considérant que lors du référendum du 21 mars 2010 les électeurs des deux communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Ermsdorf avec 82,84% et dans la commune de Medernach avec 83,88% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010 stipulant en son article 8 que les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région élaboreront le projet de loi portant fusion des deux communes et que le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

A l'unanimité des membres présents

Décide de se prononcer définitivement pour la fusion des communes de Medernach et d'Ermsdorf en une commune nouvelle devant porter le nom de „Commune de la Vallée de l'Ernz“.

La présente délibération est transmise par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire de district à Diekirch à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux fins d'approbation et avec prière d'engager la procédure législative en vue de la fusion.

Ainsi décidé en séance, lieu et date qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Medernach, le 6 avril 2010

Le Bourgmestre,
(signature)

La Secrétaire,
(signature)

*

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE MEDERNACH

Séance publique du 6 avril 2010

Date de l'annonce publique: 31 mars 2010

Date de la convocation des conseillers: 31 mars 2010

Présents: M. Bob Bintz, bourgmestre;
MM. Goy Feltes et Pascal Zeihen, échevins;
MM. Emile Dostert, Eugène Unsen et Jean-Paul Schweigen, conseillers
communaux;
Mme Monique Glesener, secrétaire communale.

Absents: a) excusés: /
b) sans motif: /

Point de l'ordre du jour: 3

Objet: Approbation de l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes
de Medernach et d'Ermsdorf

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach du 25 septembre 2007, approuvées par l'autorité supérieure en date du 22 octobre 2007 – réf. No 26/07 déclarant leur intention de fusionner les deux communes et chargeant les collèges des bourgmestre et échevins de la préparation d'un projet de fusion;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 27 novembre 2009 portant organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des deux communes;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 11 février 2010, respectivement du 12 février 2010, portant approbation du document de présentation du projet de fusion des deux communes;

Considérant que ce document de présentation sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribué sous forme de brochure d'information à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région eut lieu à Medernach en date du 10 mars 2010;

Considérant que lors du référendum du 21 mars 2010 les électeurs des deux communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Ermsdorf avec 82,84% et dans la commune de Medernach avec 83,88% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010 stipulant en son article 8 que les services du ministère de l'Intérieur et à la Grande Région élaboreront le projet de loi portant fusion des deux communes et que le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach prises en date de ce jour, c'est-à-dire le 6 avril 2010, portant décision définitive de fusionner les deux communes;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Décide à l'unanimité des membres présents

d'approuver l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

de transmettre ledit avant-projet de loi par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire de district à Diekirch à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin qu'il soit engagé dans la procédure législative pour être achevée en temps utile de sorte à permettre l'organisation des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011 à la suite desquelles la nouvelle commune est censée fonctionner.

Ainsi décidé en séance, lieu et date qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Medernach, le 6 avril 2010

Le Bourgmestre,
(signature)

La Secrétaire,
(signature)

*

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL D'ERMSDORF**

Séance publique du 6 avril 2010

Date de l'annonce publique: 29 mars 2010

Date de la convocation des conseillers: 29 mars 2010

Présents: M. André Kirschten, bourgmestre;
MM. Claude Hoffmann et Tim Steffes, échevins;
Mme et MM. Albert Feyder, Jean-Pierre Schmit, Carine Thinnès, Daniel Baltes, conseillers communaux;
Mme Viviane Heuskin, secrétaire communale.

Absents: a) excusés: néant
b) sans motif: néant

Point de l'ordre du jour: 1

Objet: Déclaration de fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Le conseil communal

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach du 25 septembre 2007, déclarant leur intention de fusionner les deux communes et chargeant les collègues des bourgmestre et échevins de la préparation d'un projet de fusion, approuvées par l'autorité supérieure en date du 22 octobre 2007 – réf. No 26/07;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 27 novembre 2009 portant organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des deux communes;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 11 février 2010, respectivement du 12 février 2010, portant approbation du document de présentation du projet de fusion des deux communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région eut lieu à Medernach en date du 10 mars 2010;

Considérant que lors du référendum du 21 mars 2010 les électeurs des deux communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Ermsdorf avec 82,84% et dans la commune de Medernach avec 83,88% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010 stipulant en son article 8 que les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région élaboreront le projet de loi portant fusion des deux communes et que le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

décide

à l'unanimité

de se prononcer définitivement pour la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach en une commune nouvelle devant porter le nom de „Commune de la Vallée de l'Ernz“;

Transmet la présente par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire de district à Diekirch à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux fins d'approbation et avec prière d'engager la procédure législative en vue de la fusion.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Ermsdorf, le 7 avril 2010

Le Bourgmestre,
(signature)

La Secrétaire,
(signature)

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL D'ERMSDORF

Séance publique du 6 avril 2010

Date de l'annonce publique: 29 mars 2010

Date de la convocation des conseillers: 29 mars 2010

Présents: M. André Kirschten, bourgmestre;
MM. Claude Hoffmann et Tim Steffes, échevins;
Mme et MM. Albert Feyder, Jean-Pierre Schmit, Carine Thinnes, Daniel
Baltes, conseillers communaux;
Mme Viviane Heuskin, secrétaire communale.

Absents: a) excusés: néant
b) sans motif: néant

Point de l'ordre du jour: 2

Objet: Avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Ermsdorf et de
Medernach

Le conseil communal

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes d'Ermsdorf et de Medernach du 25 septembre 2007, déclarant leur intention de fusionner les deux communes et chargeant les collèges des bourgmestre et échevins de la préparation d'un projet de fusion, approuvées par l'autorité supérieure en date du 22 octobre 2007 – réf. No 26/07;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 27 novembre 2009 portant organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des deux communes;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach du 11 février 2010, respectivement du 12 février 2010, portant approbation du document de présentation du projet de fusion des deux communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région eut lieu à Medernach en date du 10 mars 2010;

Considérant que lors du référendum du 21 mars 2010 les électeurs des deux communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Ermsdorf avec 82,84% et dans la commune de Medernach avec 83,88% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010 stipulant en son article 8 que les services du ministère de l'Intérieur et à la Grande Région élaboreront le projet de loi portant fusion des deux communes et que le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

Vu les délibérations des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach de ce jour portant décision définitive de fusionner les deux communes;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

décide

à l'unanimité

d'approuver l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach dans sa version finale du 23 mars 2010;

De transmettre ladite convention par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire de district à Diekirch à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin qu'il soit engagé dans la procédure législative pour être achevée en temps utile de sorte à permettre l'organisation des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011 à la suite desquelles la nouvelle commune est censée fonctionner.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Ermsdorf, le 7 avril 2010

Le Bourgmestre,
(signature)

La Secrétaire,
(signature)

*

Service Central des Imprimés de l'Etat

6197/01

N° 6197¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(23.11.2010)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 21 septembre 2010.

Le projet, élaboré par le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, de la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, de même que des délibérations concordantes des conseils communaux des Communes d'Ermsdorf et de Medernach.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

D'après l'article 2 de la Constitution, „les limites et chefs-lieux des arrondissements judiciaires ou administratifs, des cantons et des communes ne peuvent être changés qu'en vertu d'une loi“.

L'article 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 précise quant à lui que „la création de nouvelles communes, soit par l'érection en commune distincte de fractions d'une ou de plusieurs communes, soit par fusion de deux ou de plusieurs communes, ainsi que la modification de leurs limites, ne peuvent se faire que par la loi“.

Aussi la création de la nouvelle Commune de la Vallée de l'Ernz exige-t-elle l'intervention du législateur.

Dans ses grandes lignes, le projet sous avis se recouvre avec des projets analogues ayant porté fusion de plusieurs communes dans le nord et l'est du pays et au sujet desquels le Conseil d'Etat s'était prononcé favorablement. D'après l'exposé des motifs, le projet de loi sous examen est le résultat d'une longue concertation entre les deux communes concernées, d'une part, et entre ces dernières et les organes compétents de l'autorité de tutelle, d'autre part.

La coopération entre les Communes d'Ermsdorf et de Medernach a débuté dès l'année 1992, date de la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire. Ce syndicat a entrepris la construction d'une école centrale à Medernach. Les premiers contacts concrets entre les collèges des bourgmestre et échevins en vue d'une restructuration éventuelle des deux communes remontent au début de l'année 2007. Le programme des projets à réaliser prioritairement a été présenté au ministre de l'Intérieur lors d'une entrevue du 12 novembre 2008.

Un référendum a été organisé en date du 21 mars 2010 pour permettre à la population de se prononcer sur la fusion des deux communes à la suite des élections communales d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales par leurs délibérations concordantes intervenues respectivement les 6 et 7 avril 2010.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Quant à la forme, l'examen des articles donne lieu aux observations suivantes:

Article 1er

Le Conseil d'Etat note que la nouvelle commune est désignée comme „Commune de la Vallée de l'Ernz“. Il conçoit qu'il s'agit en l'occurrence de l'Ernz blanche. Cette dénomination pourrait prêter à confusion du moment que des communes traversées par l'Ernz noire ou les deux Ernz s'apprêteraient à fusionner à leur tour.

Articles 3, 6, 7 et 12

Le Conseil d'Etat recommande d'employer d'une façon générale l'indicatif présent au lieu du futur simple.

Article 6

La loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes est applicable à la dissolution des communes. La deuxième partie de l'article est partant superfétatoire et l'article doit être rédigé comme suit:

„**Art. 6.** La nouvelle commune succède aux communes fusionnées dans tous les biens, droits, charges et obligations et au syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale de Medernach“.

Article 8

En ce qui concerne le paragraphe 2, le Conseil d'Etat constate l'absence d'une portée normative de cette disposition, et propose dès lors de la supprimer.

Article 11

Le Conseil d'Etat recommande de déplacer les termes „Sans préjudice des dispositions qui figurent à l'article 13“ et de rédiger le premier alinéa de l'article comme suit:

„La présente loi sort ses effets dès l'entrée en fonction du conseil communal, suivant les modalités prévues aux articles 1er et 3, et au plus tard le 1er janvier 2012, sans préjudice des dispositions figurant à l'article 13“.

Article 12

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'utilité du paragraphe 2. La réponse se trouverait-elle dans le règlement grand-ducal du 13 février 2009 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux? Il est vrai que le bourgmestre d'une commune de 9 conseillers, ce qui serait le cas de la Commune de la Vallée de l'Ernz avec environ 2.300 habitants, ne bénéficie que d'un congé politique de 13 heures. Le bourgmestre d'une commune de 11 conseillers bénéficie par contre d'un congé politique de 20 heures. Cette différence importante est valable pour les échevins et les conseillers. Dès lors, il est peu probable que les élus de la nouvelle commune optent au bout de la première période électorale pour la première version, qui prévoit la réduction du nombre d'heures.

Article 12(3), point 2

Il y a lieu de redresser selon le Conseil d'Etat une erreur matérielle concernant ce point et d'écrire „au paragraphe (1)“.

Article 15

Il y a lieu de supprimer l'alinéa 2 qui porte sur la formule de promulgation. Le Conseil d'Etat note toutefois que dans le document parlementaire (*No 6197*) cette erreur a déjà été redressée.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 23 novembre 2010.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

6197/02

N° 6197²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach**

* * *

**AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES
INTERIEURES, DE LA GRANDE REGION ET DE LA POLICE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(3.2.2011)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre un amendement au projet de loi sous objet que la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police a adopté dans sa réunion du 1er février 2011.

Amendement

A l'article 3 est ajouté un nouveau paragraphe 3 libellé comme suit:

„(3) Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.“

Commentaire

La Commission propose l'amendement sur demande des communes d'Ermsdorf et de Medernach qui ont prévu cette disposition, un élément clé dans les négociations entre les deux communes, à l'article 5 de la convention en vue de la fusion. Cependant, il a été omis d'inscrire la disposition en question à l'avant-projet de loi, qui fut établi en collaboration avec le commissaire de district de Diekirch et voté par les deux conseils communaux en date du 6 avril 2010.

*

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis dans un délai de façon à permettre à la Chambre des Députés de procéder au vote sur le projet de loi sous rubrique au début du mois d'avril 2011.

Copie de la présente est adressée pour information à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement et à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

Service Central des Imprimés de l'Etat

6197/03

N° 6197³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(8.3.2011)

Par dépêche du 3 février 2011, le Président de la Chambre des Députés a saisi le Conseil d'Etat d'un amendement relatif au projet de loi sous rubrique. Le texte de l'amendement unique émanant de la commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police de la Chambre des députés était accompagné d'un bref commentaire.

L'amendement vise à introduire à l'article 3 du projet de loi un nouveau paragraphe 3 qui fixe le nombre des échevins jusqu'aux élections communales de 2023. Pendant la période de transition, le nombre des échevins sera de trois, nombre qui sera ramené à deux après les élections de 2023.

Le Conseil d'Etat recommande d'employer d'une façon générale l'indicatif présent au lieu du futur simple.

Le texte de l'amendement proposé ne faisant que redresser une omission d'inscription au projet de loi, le Conseil d'Etat se rallie au texte proposé.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 8 mars 2011.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6197/04

N° 6197⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI**portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES,
DE LA GRANDE REGION ET DE LA POLICE**

(5.5.2011)

La Commission se compose de: M. Ali KAES, Président-Rapporteur; MM. Fernand DIEDERICH, Emile EICHER, Fernand ETGEN, Gaston GIBERYEN, Camille GIRA, Claude HAAGEN, Paul HELMINGER, Jean-Pierre KLEIN, Gilles ROTH, Jean-Paul SCHAAF et Raymond WEYDERT, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région le 28 septembre 2010. Il était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière et de plusieurs annexes.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 23 novembre 2010.

Lors de la réunion du 1er février 2011, la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police a désigné Monsieur Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Par dépêche du 3 février 2011, le Conseil d'Etat a été saisi d'un amendement parlementaire.

Au cours de la réunion du 7 février 2011, à la suite de la présentation du texte du projet de loi, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été rendu le 8 mars 2011. En date du 5 mai 2011, la Commission parlementaire a analysé cet avis et adopté le présent rapport.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi a comme objet la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach.

En 2002, le Conseil de Gouvernement s'était prononcé en faveur du principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite et avait souligné le courage politique des responsables communaux qui osent prendre une telle initiative. Le Gouvernement est conscient que les investissements à effectuer et les dépenses à assumer par les petites communes dépassent de plus en plus leurs capacités financières et qu'une fusion entre plusieurs entités locales constitue une solution optimale pour parer à un endettement croissant. En s'inspirant de l'accompagnement financier du Gouvernement lors des fusions de communes qui se sont faites fin des années 1970, le Conseil de Gouvernement, en actualisant le montant accordé à l'époque, a estimé qu'il pourrait allouer une subvention de 2.500 euros par habitant, une somme dont le paiement s'échelonne sur plusieurs exercices et en fonction de la réalisation des projets faisant partie du programme de la fusion. Le Gouvernement a réaffirmé son engagement dans la déclaration gouvernementale du 4 août 2004. Dans le programme gouvernemental 2009-2014 l'intention de „redessiner le paysage communal“ a encore une fois été réitérée.

La coopération entre les communes d'Ermsdorf et de Medernach a débuté en 1992, date de la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire. Ce syndicat a entrepris la construction d'une école centrale à Medernach. La collaboration pleinement réussie au niveau de l'enseignement primaire a incité les communes regroupées au syndicat intercommunal „Ecole Medernach/Ermsdorf“ à envisager une coopération dans d'autres domaines et à mettre leurs efforts en commun pour réaliser d'autres projets ambitieux, mais difficiles à mettre en œuvre par une seule commune de petite taille.

Les premiers contacts concrets entre les collèges des bourgmestre et échevins en vue d'une restructuration éventuelle des deux communes remontent au début de l'année 2007. Le programme des projets à réaliser prioritairement a été présenté au ministre de l'Intérieur lors d'une entrevue du 12 novembre 2008.

Les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont adopté dans leurs séances respectives des 11 et 12 février 2010 un document de présentation du projet de fusion. Ce document a été communiqué aux habitants avant l'organisation d'une réunion d'information commune à Medernach en date du 10 mars 2010 à laquelle a participé le ministre de l'Intérieur pour expliquer les avantages d'une fusion et confirmer l'appui du Gouvernement.

Conformément à l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, un référendum a été organisé en date du 21 mars 2010 pour permettre à la population de se prononcer sur la fusion des deux communes à la suite des élections communales d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales par leurs délibérations respectives du 6 avril 2010. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement. Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach en une nouvelle commune appelée „Aerenzdallgemeng“ conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

L'article 8 du projet de loi prévoit que la nouvelle commune bénéficiera d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 € par habitant de la nouvelle commune. Au 1er janvier 2009 la population des deux communes se situait aux environs de 2.127 habitants. La charge budgétaire relative à l'aide spéciale s'élèvera donc aux environs de $2.500 \times 2.127 = 5.317.500$ euros qui seront liquidés par tranches au cours d'une période de 10 ans à charge du Fonds pour la réforme communale alimenté par des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

*

III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le Conseil d'Etat constate, dans son avis du 23 novembre 2010, que la nouvelle commune est désignée comme „Commune de la Vallée de l'Ernz“. Il conçoit qu'il s'agit en l'occurrence de l'Ernz blanche. Selon le Conseil d'Etat, cette dénomination pourrait prêter à confusion du moment que des communes traversées par l'Ernz noire ou les deux Ernz s'apprêteraient à fusionner à leur tour.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le présent projet.

La Commission parlementaire a analysé le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat lors de sa réunion du 7 février 2011. La Commission reconnaît l'utilité de la fusion des deux communes. Sur demande des communes d'Ermsdorf et de Medernach, elle a adopté un amendement qui prévoit qu'à partir de 2023 le nombre des échevins de la nouvelle commune sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux en 2023. Cette disposition avait été un élément-clé dans les négociations entre les deux communes, mais il avait été omis de l'inscrire à l'avant-projet de loi qui fut établi en collaboration avec le commissaire de district de Diekirch et voté par les deux conseils communaux en date du 6 avril 2010.

Dans son avis complémentaire du 8 mars 2011, le Conseil d'Etat a marqué son accord avec l'amendement en question.

Les autres articles ne donnent pas lieu à des observations particulières. La Commission adopte les propositions textuelles du Conseil d'Etat. Pour le détail du commentaire des articles, il est renvoyé au commentaire accompagnant le projet de loi déposé (document parlementaire 6197).

*

Sous réserve de ce qui précède, la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police recommande unanimement à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

6197

PROJET DE LOI

portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Art. 1er. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont fusionnées en une nouvelle commune qui porte le nom de „Aerenzdallgemeng“, „Commune de la vallée de l'Ernz“, „Ernztalegemeinde“.

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Medernach.

Art. 3. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de onze conseillers. A l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, le nombre de conseillers est mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale.

(2) Le premier conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz est élu lors des élections communales ordinaires qui ont lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

(3) Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins est ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.

Art. 4. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 5. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes d'Ermsdorf et de Medernach sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

Art. 6. La nouvelle commune succède aux communes fusionnées dans tous les biens, droits, charges et obligations et au syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale à Medernach.

Art. 7. La commune de la Vallée de l'Ernz est regroupée dans l'office social commun dans lequel les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont regroupées en vertu du règlement grand-ducal prévu à l'article 6 paragraphe (7) de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 8. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1er janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la construction d'une maison relais;

- la modernisation des infrastructures sportives;
- la construction d'une nouvelle mairie à Medernach.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1er janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 9. Il est procédé au 1er janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de la vallée de l'Ernz sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des deux communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 10. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune de la vallée de l'Ernz, les critères ou valeurs moyens ou globaux des deux communes ayant existé antérieurement.

Art. 11. (1) La présente loi sort ses effets dès l'entrée en fonction du conseil communal, suivant les modalités prévues aux articles 1er et 3, et au plus tard le 1er janvier 2012, sans préjudice des dispositions figurant à l'article 13.

(2) En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1er janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 12. (1) Pendant une période transitoire qui s'étend sur la période correspondant à deux mandats du conseil communal et se termine à l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, la commune de la vallée de l'Ernz est composée de deux sections électorales, à savoir la section d'Ermsdorf formée par le territoire de l'ancienne commune d'Ermsdorf et la section de Medernach formée par le territoire de l'ancienne commune de Medernach. La section d'Ermsdorf est représentée au conseil communal par cinq conseillers et la section de Medernach par six conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2023, les deux sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz peut décider de ramener la durée de la période transitoire à une seule période électorale.

(3) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz est organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune“ qui figurent au 1er alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune“.
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans la section d'Ermsdorf ou dans la section de Medernach, telles que ces sections sont définies au paragraphe (1) ci-dessus.

3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 les termes „la commune“ englobent en l'occurrence les sections d'Ermsdorf et de Medernach.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: „L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.“
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(4) L'élection du premier conseil communal de la vallée de l'Ernz est organisée dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach, qui vont constituer la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes d'Ermsdorf et de Medernach concourent ensemble à l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz.
2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Medernach.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi électorale se font aux maisons communales d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 13. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées. Les membres des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz issu des élections du 9 octobre 2011 reprendra dès son entrée en fonction les activités des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 14. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 15. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les deux receveurs des communes fusionnées.

Luxembourg, le 5 mai 2011

Le Président-Rapporteur,
Ali KAES

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6197/05

N° 6197⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(17.5.2011)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 16 mai 2011 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 mai 2011 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 23 novembre 2010 et 8 mars 2011;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 17 mai 2011.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

MW/PR

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 5 mai 2011

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 (N°15), 17 (N°16) et 27 janvier 2011 (N°19), des 1er (N°21) et 7 février 2011 (N°22), des 8 (N°23), 29 (N°24) et 31 mars 2011 (N°25), du 3 mai 2011 (N°26)
2. 6139 Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen
- Rapporteur : Monsieur Emile Eicher

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6197 Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach
- Rapporteur : Monsieur Ali Kaes

- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 6245 Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
5. 6246 Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein

- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
6. 6247 Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen

- Présentation du projet de loi

- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

7. 6248 Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency

- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

8. Divers

*

Présents : M. Claude Adam (en rempl. de M. Camille Gira), M. Fernand Diederich, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, M. Robert Weber (en rempl. de M. Emile Eicher), M. Raymond Weydert

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Serge Sandt, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal

Les projets de procès-verbal ne donnent pas lieu à des observations et sont approuvés.

2. Projet de loi 6139

La Commission a apporté un amendement à l'article 2 du projet de loi. En effet, comme la nouvelle maison communale au siège prévu, à savoir à Eschdorf, ne sera pas achevée au moment de la fusion qui prendra effet au 1^{er} janvier 2012, un autre siège doit être déterminé pour une période transitoire.

Dans son avis complémentaire du 8 mars 2011, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement proposé qui ne fait « que redresser un problème d'organisation pratique ». La Commission se rallie au Conseil d'Etat pour remplacer le terme « mairie » par celui de « maison communale ».

Le projet de rapport est adopté unanimement.

3. Projet de loi 6197

La Commission a amendé l'article 3 du projet de loi sur demande des communes d'Ermsdorf et de Medernach qui ont prévu à l'article 5 de la convention en vue de la fusion que le collège échevinal de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins et que le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des

conseils communaux de 2023. Cette disposition, un élément clé dans les négociations entre les deux communes, a toutefois été oubliée dans l'avant-projet de loi, qui fut établi en collaboration avec le commissaire de district de Diekirch et voté par les deux conseils communaux en date du 6 avril 2010.

Dans son avis complémentaire du 8 mars 2011, le Conseil d'Etat se rallie au texte proposé qui ne fait « que redresser une omission d'inscription au projet de loi ».

La Commission décide de ne pas suivre le Conseil d'Etat au sujet de l'article 8. Le Conseil d'Etat propose de supprimer le paragraphe 2 en « l'absence d'une portée normative de cette disposition ».

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

4. Projet de loi 6245

Comme il ressort du projet de rapport, « l'ajout à l'article 12 de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen vise à résoudre un problème concernant le calcul de l'impôt sur le revenu et le calcul de l'impôt commercial. L'Administration des contributions directes a attiré l'attention sur le fait que le calcul de ces deux impôts est lié à la commune d'habitation ou de site et ne se prête pas à un changement en cours d'année autre qu'un changement entraîné par le déménagement du contribuable ou la délocalisation de l'entreprise. Il s'avère indispensable de faire coïncider les conséquences fiscales, entraînées par la fusion des communes, avec le début de l'année d'imposition.

Pour éviter la non-conformité aux lois concernant l'impôt foncier et l'impôt commercial qui prévoient que les taux d'impôts doivent être uniformes pour respectivement tous les immeubles situés dans la commune et relevant de la même catégorie ou pour toutes les entreprises y situées, la deuxième phrase du projet de loi prévoit qu'à défaut de taux communaux pour la nouvelle commune, les différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées sont applicables à partir de 2012. ».

Monsieur le Président-Rapporteur fait savoir que les communes en question ont déjà aujourd'hui uniformisé leurs taux.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à faire quant au fond du texte.

La Commission adopte le projet de rapport à l'unanimité.

5. Projet de loi 6246

Monsieur le Rapporteur présente brièvement le projet de loi.

Tout comme pour les projets de loi 6247 et 6248, le Conseil d'Etat propose de supprimer à l'article 9(2) le terme « prioritairement » qui n'a pas de caractère normatif.

La Commission ne suit pas le Conseil d'Etat. Les communes qui s'appêtent maintenant à fusionner seraient discriminées par rapport à celles qui ont déjà fusionné, puisque la formulation en question se trouve dans les lois antérieures de fusion.

Un député rappelle cependant que, de toute façon, l'aide financière spéciale versée par l'Etat n'est pas un subside, mais une contribution qui trouve sa base légale dans la loi de fusion. Si la commune décide en vertu de son autonomie communale de ne pas réaliser les projets

énumérés, l'aide ne peut être versée. L'article 9(2) se lit en outre avec le paragraphe 3 du même article libellé comme suit : « (3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1er janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires. ».

En pratique, l'aide étatique ne peut couvrir qu'une partie des projets à réaliser. Le terme « prioritairement » se lit alors dans le sens que la commune doit choisir parmi les projets ceux à réaliser en premier. La commune dispose d'une certaine flexibilité dans son choix.

Il est fait remarquer que le Conseil d'Etat n'a pas proposé de supprimer le terme « prioritairement » pour d'autres projets de loi de fusion (cf. projet de loi 6139). Concernant le projet de loi 6197, il constate même l'absence d'une portée normative du paragraphe 2 de l'article 8 et propose de le supprimer. En vertu de cette disposition : « (2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants :

- la construction d'une maison relais;
- la modernisation des infrastructures sportives;
- la construction d'une nouvelle mairie à Medernach. ».

6. Projet de loi 6247

Suite à la présentation du projet de loi, Monsieur le Rapporteur rend attentif à une opposition formelle du Conseil d'Etat à l'endroit de l'article 8, plus précisément « au renvoi à un règlement spécifique dans un texte de loi, alors qu'une norme supérieure dans la hiérarchie des normes du droit ne peut pas se rendre dépendante d'une norme inférieure ». La Commission se rallie au Conseil d'Etat et reprend également ses autres propositions quant à la forme, à l'exception de la suppression du terme « prioritairement » au paragraphe 2 de l'article 9.

Monsieur le Rapporteur présente ensuite le projet de rapport que la Commission adopte à l'unanimité.

7. Projet de loi 6248

En présentant le projet de loi, Monsieur le Rapporteur souligne les particularités de la fusion des communes de Bascharage et de Clemency. La nouvelle commune sera la première commune de fusion à avoir une population qui dépasse le seuil de 3 000 habitants. L'article 13 du projet de loi expose les dispositions transitoires pour l'élection du premier conseil communal de la nouvelle commune.

L'article 12 (2) dispose que : « (2) Les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées. ». Il ressort du commentaire de l'article que « Tant le § 21 de la loi concernant l'impôt foncier que le § 16 de la loi concernant l'impôt commercial communal prévoient que les taux d'impôt doivent être uniformes pour respectivement tous les immeubles situés dans la commune et relevant de la même catégorie ou toutes les entreprises situées dans la commune. Afin d'éviter une situation non conforme à ces dispositions, la deuxième phrase de l'article 12 paragraphe (2) du projet de loi prévoit qu'à défaut de taux communaux pour la nouvelle commune, les différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées sont applicables à partir de 2012 sur le territoire de la nouvelle commune. » (cf. doc. parl. 6248).

Une question se pose au sujet des syndicats dont est membre une des communes fusionnées. Dans ce cas, la nouvelle commune de fusion devient en principe membre de ces syndicats qui doivent en conséquence adapter leurs statuts. Monsieur le Rapporteur insiste sur la nécessité pour les syndicats concernés, dans leur composition actuelle, de procéder à cette adaptation avant le 1^{er} janvier 2012, date à partir de laquelle les nouvelles communes de fusion commencent à exister.

Un député s'interroge sur le sens des fusions de grandes communes, donc de celles dont la population dépasse déjà 3 000 habitants.

Monsieur le Ministre rappelle qu'avec le SYVICOL a été développée une cartographie possible pour le paysage communal luxembourgeois. Les projets de fusion se situent dans le cadre de cette cartographie qui a également été approuvée par la Commission parlementaire spéciale « Réorganisation territoriale du Luxembourg ». La philosophie reste cependant celle de réaliser des fusions dans le but d'obtenir des communes d'une population autour de 3 000 habitants.

La Commission adopte unanimement le projet de rapport.

*

Les différentes futures lois de fusion entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2012, il est précisé que les communes actuelles composant les nouvelles communes de fusion continuent à exister jusqu'au 31 décembre 2011. Cependant, le conseil communal issu des élections du 9 octobre 2011 entrera en fonction dès la nomination et l'assermentation du bourgmestre et des échevins ainsi que l'assermentation de la majorité des conseillers.

Certains projets de rapport ne mentionnant pas l'aide spéciale qui sera versée par l'Etat à la nouvelle commune, il est décidé de les compléter avec les précisions afférentes contenues dans les fiches financières respectives.

*

8. Divers

- Concernant le rapport d'activité du Médiateur 2009-2010, la Commission n'a pas d'observations particulières à faire et en informera le Président de la Commission des Pétitions.

- La Commission invitera Monsieur le Ministre de la Justice à une réunion au sujet de la responsabilité pénale des élus afin qu'il puisse exposer son point de vue sur base de la loi du 3 mars 2010 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives.

En 2001, le SYVICOL avait d'ailleurs adressé au Ministre de l'Intérieur une lettre dans ce sens, accompagnée d'un avis de Me Dean Spielmann sur la responsabilité des personnes morales de droit public. Ces documents avaient été transmis au Ministre la Justice, qui a compétence dans ce domaine, mais sont restés sans suite jusqu'à leur relance dans le contexte de l'actualité judiciaire d'aujourd'hui.

Un député insiste aussi à ce que la sécurité dans le domaine public (écoles, etc.) soit clarifiée. A la réunion envisagée devra participer aussi le Ministre de l'Intérieur non seulement en tant que ministre de tutelle des communes, mais aussi en tant que partenaire des communes.

Monsieur le Ministre précise qu'au niveau gouvernemental, des travaux sont en cours et une solution est recherchée.

Luxembourg, le 16 mai 2011

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Ali Kaes



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2010-2011

MW/PR

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 7 février 2011

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 13 octobre 2010 (N°1) et des 10 (N°14), 18 (N°17) et 20 janvier 2011 (N°18)
2. 6197 Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach
- Rapporteur : Monsieur Ali Kaes

- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. Organisation des travaux

*

Présents : M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Marcel Oberweis (en rempl. de M. Raymond Weydert), M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Serge Sandt, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Fernand Diederich, M. Camille Gira, M. Paul Helminger

*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal

Les projets de procès-verbal sont approuvés sans observations.

2. Projet de loi 6197

Monsieur le Président-Rapporteur procède à la présentation du projet de loi.

La future fusion trouve ses origines dans la coopération des communes d'Ermsdorf et de Medernach au niveau de l'enseignement scolaire par la création en 1992 d'un syndicat intercommunal. Comme il a été envisagé d'étendre cette coopération à d'autres domaines, des discussions ont été entamées dès début 2007 autour d'une fusion. La décision de fusionner a été prise le 25 septembre 2007. Le programme des projets à réaliser prioritairement dans le cadre de la fusion a été présenté au Ministre de l'Intérieur le 12 novembre 2008.

Le document de présentation du projet de fusion a été communiqué aux habitants des deux communes en date du 10 mars 2010 avec la participation du Ministre de l'Intérieur. Par référendum du 21 mars 2010, la population des deux communes s'est prononcée favorablement sur le projet de fusion. En date du 6 avril 2010, les conseils communaux respectifs ont donné leur accord à une convention avec l'Etat en vue de la fusion.

La nouvelle commune s'appellera « Aerenzdallgemeng », s'agissant ici de l'Ernz blanche. Le Conseil d'Etat estime que cette dénomination « pourrait prêter à confusion du moment que des communes traversées par l'Ernz noire ou les deux Ernz s'apprêteraient à fusionner à leur tour ».

Monsieur le Président-Rapporteur rappelle qu'un amendement est à apporter à l'article 3 du projet de loi, par l'ajout d'un nouveau paragraphe 3. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach ont prévu que le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023. Cette disposition, un élément clé dans les négociations entre les deux communes, est prévue à l'article 5 de la convention en vue de la fusion. Cependant, il a été omis de l'inscrire à l'avant-projet de loi, qui fut établi en collaboration avec le commissaire de district de Diekirch et voté par les deux conseils communaux en date du 6 avril 2010.

L'article 12 du projet de loi dispose dans ses paragraphes 1 et 2 que :

« **Art. 12.** (1) Pendant une période transitoire qui s'étendra sur la période correspondant à deux mandats du conseil communal et se terminera à l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, la commune de la vallée de l'Ernz sera composée de deux sections électorales, à savoir la section d'Ermsdorf formée par le territoire de l'ancienne commune d'Ermsdorf et la section de Medernach formée par le territoire de l'ancienne commune de Medernach. La section d'Ermsdorf sera représentée au conseil communal par cinq conseillers et la section de Medernach par six conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2023, les deux sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz peut décider de ramener la durée de la période transitoire à une seule période électorale. ».

Le Conseil d'Etat met en doute l'utilité du paragraphe 2. Il rappelle que le bourgmestre d'une commune de 9 conseillers, « ce qui serait le cas de la Commune de la Vallée de l'Ernz avec environ 2.300 habitants », ne bénéficie que d'un congé politique de 13 heures, alors que

celui d'une commune de 11 conseillers a un congé politique de 20 heures. Le Conseil d'Etat indique que cette « différence importante est valable pour les échevins et les conseillers ». A son avis, il est dès lors « peu probable que les élus de la nouvelle commune optent au bout de la première période électorale pour la première version, qui prévoit la réduction du nombre d'heures ».

Pour le détail du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat, il est renvoyé aux documents parlementaires 6197 et 6197¹.

Monsieur le Ministre rappelle que la fusion projetée sera la huitième fusion depuis 2004. Toutes ces fusions ont en commun deux particularités : elles sont toutes facultatives et elles sont faites « sur mesure ».

3. Organisation des travaux

Monsieur le Ministre informe la Commission des futurs travaux :

- Il est prévu de déposer encore avant les vacances d'été un projet de loi relative à la régie communale. Il s'agit d'un établissement public, suivant le modèle français, permettant aux communes d'organiser elles-mêmes leurs missions. Cette forme répond à l'objectif de la simplification administrative.

- Dès qu'ils seront disponibles, les premiers éléments d'une réforme de l'Inspection Générale de la Police seront présentés aux députés.

La problématique des agents municipaux sera également examinée dans le cadre de la révision de la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police (titre abrégé).

- Concernant la tarification de l'eau, les députés seront informés prochainement des premiers résultats tirés des données remises jusqu'à présent par plus de soixante communes.

- Les groupes de travail en matière de services de secours sont sur le point d'être lancés sous la direction d'un comité de pilotage. La carte des risques sera disponible à la fin de l'année en cours. Monsieur le Ministre tiendra la Commission informée au cours d'une ou de plusieurs réunions.

- Les premières démarches d'une réorganisation des commissariats de district sont faites, avec l'objectif d'en faire une administration au sein du ministère.

- Des travaux sont en cours en vue d'alléger la tutelle sur les communes.

- Les projets de loi 5949 (relatif aux registres communaux des personnes physiques) et 5950 (relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité) sont regroupés en un projet de loi unique.

Il convient d'harmoniser la terminologie en général (« population réelle », terme utilisé par le STATEC (Service central de la statistique et des études économiques), « population existante », terme utilisé notamment par la législation électorale). Une même personne n'est pas comptée deux fois.

- Les règlements grand-ducaux relatifs au projet de loi 6023 concernant l'aménagement communal seront présentés à la Commission probablement au mois de mai prochain.

Luxembourg, le 14 mars 2011

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Ali Kaes



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

MW/PR

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 1er février 2011

ORDRE DU JOUR :

1. 6139 Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen
 - Désignation d'un Rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

2. 6197 Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach
 - Désignation d'un Rapporteur
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

*

Présents : M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Camille Gira, M. Claude Haagen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Raymond Weydert

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Serge Sandt, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Jean-Paul Schaaf

*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

*

1. Projet de loi 6139

- Désignation d'un Rapporteur

La Commission désigne M. Emile Eicher comme Rapporteur.

- Présentation du projet de loi

Monsieur le Ministre explique qu'un amendement doit être apporté au projet de loi, en ce qui concerne le siège de la nouvelle commune.

L'article 2 du projet de loi dispose que : « Le siège de la nouvelle commune est fixé à Eschdorf. ».

Or, ce siège ne sera pas prêt au moment de la fusion qui prend effet au 1^{er} janvier 2012, de sorte qu'un autre siège doit être déterminé pour une période transitoire.

L'article 2 est par conséquent à compléter par un second alinéa libellé comme suit:

« La commune est toutefois autorisée à établir provisoirement son siège à Esch-sur-Sûre jusqu'à l'achèvement de la nouvelle mairie à Eschdorf. L'établissement du siège définitif est déclaré par délibération du conseil communal sur l'approbation du ministre de l'Intérieur. ».

La Commission adopte unanimement l'amendement.

- Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Monsieur le Rapporteur explique que la fusion trouve ses origines dans l'étroite collaboration des communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid au niveau de l'enseignement scolaire et musical et de structures d'accueil pour enfants. La commune de Neunhausen s'est jointe aux deux autres communes. En date du 17 avril 2009, les trois communes ont soumis le document de présentation du projet de fusion aux habitants. Suite à une réunion d'information le 4 mai 2009, à laquelle participait le ministre de l'Intérieur, le projet de fusion a été adopté par la population par référendum du 7 juin 2009. Le projet de fusion des trois communes a été présenté par le ministre de l'Intérieur le 9 avril 2010 et la convention relative à la fusion fut signée par les membres concernés du Gouvernement en date du 16 avril 2010.

L'article 2 du projet de loi est amendé, puisque le siège de la nouvelle commune à Eschdorf ne sera pas achevé au moment de la fusion qui prendra effet au 1^{er} janvier 2012. Un siège provisoire est par conséquent établi à Esch-sur-Sûre.

En vertu de l'article 4 (1), le conseil communal de la nouvelle commune se compose de treize conseillers. Ce nombre « sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2017 ».

Concernant les dispositions transitoires, il est prévu que la nouvelle commune se composera de trois sections électorales jusqu'aux élections communales ordinaires de 2017. Ces trois sections seront réunies ensuite en une seule section électorale.

L'article 15 du projet de loi règle le maintien dans leurs fonctions des deux secrétaires communaux de Heiderscheid et de Neunhausen. En vertu du paragraphe (2), le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant sera attribué à une autre carrière du secteur communal.

L'article 16 dispose que le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

Le Conseil d'Etat recommande d'employer d'une façon générale l'indicatif présent au lieu du futur simple. A l'endroit des articles 7 et 12, il propose des modifications rédactionnelles et rend attentif à une erreur matérielle à redresser à l'article 13.

L'article 5, selon lequel les règlements communaux existants au jour de la fusion « sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs », donne lieu à critique par un député en raison de l'absence de délai pour le remplacement des règlements communaux. Monsieur le Rapporteur confirme qu'il importe pour la nouvelle commune d'adopter le plus vite possible de nouveaux règlements qui s'appliquent sur l'ensemble de son territoire. Les communes qui vont fusionner ont intérêt à harmoniser à l'avance leurs règlements. Cela est plus difficile pour les règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites en raison du fait que les PAG (plans d'aménagement général) sont en train d'être mis en conformité avec la législation actuelle. En tout cas, il ne doit pas y avoir de période d'insécurité juridique par l'absence de règlements communaux. Par ailleurs, le nouveau conseil communal doit adopter les règlements adaptés.

Monsieur le Ministre souligne que la disposition en question présente une grande flexibilité qui empêche qu'un vide juridique apparaisse. Il s'agit de responsabiliser les communes. Cet article a d'ailleurs figuré dans tous les projets de fusion adoptés jusqu'à présent.

Sans mettre en doute le système des fusions, un député souhaiterait savoir comment se justifient le projet de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen et celui des communes d'Ermsdorf et de Medernach, alors que les deux nouvelles communes n'atteindront pas une population de 3 000 habitants. En effet, dans le cadre de la réforme territoriale du Luxembourg, un premier élément présenté par Monsieur le Ministre était « d'avoir des communes performantes et autonomes avec une masse critique de 3.000 habitants ». Or, les deux projets de fusion ne correspondent pas à cette logique. La question se pose aussi en raison de l'aide spéciale de l'Etat de 2 500 euros par habitant de la nouvelle commune, puisque des communes dont la population est ou devient supérieure à la masse critique de 3 000 habitants sans être le résultat d'une fusion n'obtiennent pas une telle aide.

Monsieur le Ministre explique que le ministère a développé avec le SYVICOL une cartographie possible pour le paysage communal luxembourgeois. Les deux projets de fusion se conforment à cette cartographie. Par ailleurs, dans le respect du principe de l'autonomie communale, l'initiative des fusions doit se faire exclusivement sur base volontaire des communes. Toutes les fusions réalisées dans la logique de la cartographie donnent droit à l'aide financière de l'Etat. Le but poursuivi par les fusions est d'offrir dans chaque commune du pays aux citoyens les mêmes services, en ce qui concerne la qualité et le prix. Monsieur le Ministre fait savoir que le système actuel des fusions sera en outre évalué au début de l'année prochaine et renégocié, le cas échéant, au cours du premier semestre avec le SYVICOL et les autres acteurs concernés.

Un membre de la Commission fait remarquer que les fusions doivent se faire non seulement en tenant compte du critère de la population, mais également de celui de la superficie de la nouvelle commune. Une commune territorialement trop grande n'est pas non plus avantageuse pour les citoyens.

La Commission adopte toutes les propositions du Conseil d'Etat relatives au texte du projet de loi.

2. Projet de loi 6197

Monsieur le Ministre transmet à la Commission une lettre du collège échevinal de la commune d'Ermsdorf concernant la composition des organes politiques de la future commune de la vallée de l'Ernz. L'article 3 de l'avant-projet de loi a prévu pour la période transitoire un conseil communal de onze membres au lieu de neuf. La convention en vue de la fusion retient que la nouvelle commune aura un bourgmestre et trois échevins. La lettre adressée au ministre souligne que l'« augmentation du nombre des membres du collège des bourgmestre et échevins constituait un élément clé dans les négociations entre les communes en vue de la fusion ». Toutefois, l'avant-projet de loi, « établi en collaboration avec le commissaire de district de Diekirch » et voté par les conseils communaux en date du 6 avril 2010, n'en tient pas compte.

Une discussion est entamée au sujet de la manière de déterminer la population communale. Sur ce chiffre est calculé le nombre de conseillers communaux et sur celui-ci le nombre d'heures de congé politique. Un député propose que la Commission invite par une motion Monsieur le Ministre à limiter la mise en œuvre d'une fusion à un mandat du conseil communal et à déterminer le nombre d'heures de congé politique, de même que l'indemnité, en fonction de la population de la commune. Un membre de la Commission critique que les différents textes de loi ne se basent pas sur la même méthode de calcul : ainsi, la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 se réfère « au résultat des recensements de la population », tandis que la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale prend comme référence « la population de résidence la plus récente calculée par le STATEC ».

Monsieur le Ministre exprime de la compréhension pour l'argumentation des députés et exprime son intention de revenir dans les prochains mois sur le congé politique. A côté du congé politique lié au mandat politique, des réflexions seront menées sur l'introduction d'un congé politique pour les activités exercées au sein d'un syndicat et d'un congé politique pour les activités institutionnalisées au sein de la Grande Région.

Concernant le texte du projet de loi, la Commission adopte un amendement apporté à l'article 3 pour tenir compte de la demande du collège échevinal de la commune d'Ermsdorf. Les propositions du Conseil d'Etat seront toutes reprises dans le texte qui sera soumis au vote de la Chambre des Députés.

La Commission désigne comme Rapporteur son Président, Monsieur Ali Kaes.

Luxembourg, le 5 avril 2011

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Ali Kaes

6139,6197,6245,6246,6247,6248



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 110

30 mai 2011

Sommaire

FUSIONS DE COMMUNES

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency	page 1714
Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein	1716
Loi du 24 mai 2011 portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen	1718
Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen . . .	1719
Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach	1721
Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen	1723

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Les communes de Bascharage et de Clemency sont fusionnées en une nouvelle commune dont la dénomination est «Käerjeng».

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Bascharage.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera mis en concordance avec le nombre des échevins prévu par la loi communale après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

Art. 4. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de dix-sept conseillers. Le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

(2) Le premier conseil de la commune de Käerjeng sera élu lors des élections communales ordinaires qui auront lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Art. 5. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 6. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes de Bascharage et de Clemency sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

Art. 7. La nouvelle commune succède aux communes fusionnées dans tous les biens, droits, charges et obligations.

Art. 8. L'office social commun des communes de Bascharage et de Clemency, institué en vertu de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, est maintenu comme office social placé sous la surveillance de la commune de Käerjeng.

Art. 9. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1^{er} janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

1. Construction d'un atelier communal avec un château d'eau dans la zone artisanale «Op Zaemer» à Bascharage;
2. Construction d'une école pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental avec maison-relais sur le territoire de l'actuelle commune de Bascharage;
3. Réaménagement du «Bd J.F. Kennedy» à Bascharage;
4. Construction d'une maison-relais à Clemency;
5. Reconstruction des vestiaires avec local de réunion au terrain de football à Clemency;
6. Réaménagement de la «Rue de la Gare» et de la «Rue Longue» à Clemency;
7. Renouvellement de la conduite d'eau dans la «Rue de Fingig» à Clemency.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2).

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

(5) Au cas où, après réalisation des sept projets prioritaires mentionnés au paragraphe (2), l'allocation spéciale du Gouvernement n'est pas entièrement consommée, la commune de Käerjeng peut utiliser le montant restant soit pour réduire ses emprunts, soit pour investir dans d'autres projets dont la liste est arrêtée comme suit:

1. Aménagement d'un centre d'animation culturelle «Käerjenger Treff» à Bascharage;
2. Aménagement d'un centre d'animation culturelle «Kéinziger Treff» à Clemency;
3. Réaménagement de la maison communale à Bascharage;
4. Construction d'un nouveau centre de secours à Bascharage.

Art. 10. Il est procédé au 1^{er} janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de Käerjeng sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des deux communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 11. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune de Käerjeng, les critères ou valeurs moyens ou globaux des deux communes ayant existé antérieurement.

Art. 12. (1) La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012, à l'exception des articles 4 et 13 qui entrent en vigueur à l'occasion des élections communales du 9 octobre 2011.

(2) Les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 13. L'élection du premier conseil communal de la commune de Käerjeng sera organisée dans les communes de Bascharage et de Clemency le 9 octobre 2011. Pour cette élection, les communes de Bascharage et de Clemency qui vont constituer la nouvelle commune de Käerjeng forment deux circonscriptions électorales distinctes. Les électeurs de la commune de Bascharage et les électeurs de la commune de Clemency procèdent séparément à l'élection de leurs représentants respectifs au conseil communal de la nouvelle commune de Käerjeng. Les élections au conseil communal de la nouvelle commune se feront au scrutin de liste avec représentation proportionnelle conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 dont les dispositions afférentes des livres I^{er}, III et V s'appliquent séparément dans les communes de Bascharage et de Clemency, sous réserve des dérogations qui suivent:

1. Par dérogation à l'article 197 alinéa 2, les électeurs de la commune de Bascharage concourent ensemble à l'élection de douze membres et les électeurs de la commune de Clemency concourent ensemble à l'élection de cinq membres du conseil communal de la nouvelle commune de Käerjeng.
2. Par dérogation à l'article 226, les élections dans la commune de Clemency se font au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.
3. Par dérogation à l'article 258, avant de procéder à la proclamation publique des personnes élues, les présidents et secrétaires des bureaux principaux de vote des communes de Bascharage et de Clemency se réuniront dans les locaux du bureau principal de vote de la commune de Bascharage en vue de vérifier si parmi les personnes susceptibles d'être proclamées élues dans les deux communes il ne s'en trouve pas qui tombent dans l'une des catégories visées par l'article 196 alinéa 1. Si tel est le cas, le président du bureau principal de vote de la commune de Bascharage procédera par tirage au sort pour désigner la personne à proclamer élue. Des opérations de tirage au sort il sera dressé procès-verbal à signer en sextuple exemplaire par les présidents et secrétaires des bureaux principaux de vote des deux communes. Un exemplaire de ce procès-verbal est à joindre à chacun des trois exemplaires du procès-verbal à établir conformément à l'article 259 alinéa 1 pour chaque bureau de vote principal.

Art. 14. (1) Pendant une période transitoire qui s'étendra sur la période correspondant à un mandat du conseil communal et se terminera à l'occasion des élections communales ordinaires de 2017, la commune de Käerjeng sera composée en cas d'élections communales de deux circonscriptions électorales distinctes, à savoir la commune électorale de Bascharage, formée par le territoire de l'ancienne commune de Bascharage et la commune électorale de Clemency, formée par le territoire de l'ancienne commune de Clemency. La commune électorale de Bascharage sera représentée au conseil communal par douze conseillers, la commune électorale de Clemency par cinq conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2017 les deux circonscriptions électorales sont réunies en une seule circonscription électorale.

(2) Les élections communales qui pourraient avoir lieu au cours de la période transitoire définie au paragraphe (1) se font au scrutin de liste avec représentation proportionnelle conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, dont les dispositions afférentes des livres I^{er}, III et V s'appliquent séparément dans les communes électorales de Bascharage et de Clemency, sous réserve des dérogations qui suivent:

1. Pour l'application de la loi électorale, le terme de «commune» désigne chacune des deux communes électorales.
2. Par dérogation à l'article 197 alinéa 2, les électeurs de la commune électorale de Bascharage concourent ensemble à l'élection de douze membres et les électeurs de la commune électorale de Clemency concourent ensemble à l'élection de cinq membres du conseil communal de la commune de Käerjeng.
3. Par dérogation à l'article 226, les élections dans la commune électorale de Clemency se font au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.
4. Par dérogation à l'article 258, avant de procéder à la proclamation publique des personnes élues, les présidents et secrétaires des bureaux principaux de vote des communes électorales de Bascharage et de Clemency se réuniront dans les locaux du bureau principal de vote de la commune électorale de Bascharage en vue de vérifier si parmi les personnes susceptibles d'être proclamées élues dans les deux communes électorales il ne s'en trouve pas qui tombent dans l'une des catégories visées par l'article 196 alinéa 1. Si tel est le cas, le président du bureau principal de vote de la commune électorale de Bascharage procédera par tirage au sort pour désigner la personne à proclamer élue. Des opérations de tirage au sort il sera dressé procès-verbal à signer en sextuple exemplaire par les présidents et secrétaires des bureaux principaux de vote des deux communes électorales. Un exemplaire de ce procès-verbal est à joindre à chacun des trois exemplaires du procès-verbal à établir conformément à l'article 259 alinéa 1 par chaque bureau de vote principal.

Art. 15. (1) Le conseil communal de la commune de Käerjeng entrera en fonction le 1^{er} janvier 2012.

(2) Les fonctions des conseils communaux de Bascharage et de Clemency cessent à ce moment.

Art. 16. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes de Bascharage et de Clemency sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 17. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6248; sess. ord. 2010-2011.

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Les communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein sont fusionnées en une nouvelle commune dénommée «Commune de Schengen».

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Remerschen.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

Art. 4. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de quatorze conseillers. Le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

(2) Le premier conseil de la commune de Schengen sera élu lors des élections communales ordinaires qui auront lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Art. 5. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 6. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine.

Art. 7. La nouvelle commune succède à tous les biens, droits, charges et obligations des communes fusionnées et du syndicat intercommunal «am Haff». Ce syndicat sera dissous conformément aux dispositions de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Art. 8. La nouvelle commune sera regroupée dans l'office social commun dans lequel les anciennes communes étaient regroupées conformément à l'article 6 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. Le conseil communal procédera à la désignation de son ou ses délégués dans le mois suivant son entrée en fonctions.

Art. 9. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1^{er} janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- l’assainissement des réseaux de conduites d’eau potable et de canalisation dans toutes les localités;
- l’amélioration de l’approvisionnement en eau potable;
- la remise en état respectivement transformation ou extension des bâtiments communaux et autres infrastructures, notamment en ce qui concerne leur accessibilité pour des personnes à mobilité réduite;
- l’élargissement de l’offre des structures d’accueil pour enfants et personnes âgées et des offres scolaires et périscolaires;
- le développement d’un concept de mobilité avec une amélioration du transport public aussi bien intercommunal que régional, de même qu’une meilleure connexion au réseau national;
- l’extension et l’amélioration des infrastructures touristiques, sportives et culturelles;
- la création d’instruments servant à la promotion et au développement conséquent de la commune de Schengen;
- la promotion et le développement des activités économiques locales et régionales.

(3) L’aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d’une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de l’entrée en vigueur de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires.

(4) Cette aide spéciale s’ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l’Etat pour des projets similaires, susceptibles d’être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 10. Il est procédé au 1^{er} janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de Schengen sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des trois communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 11. Lorsqu’une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d’années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s’il s’agit de la commune de Schengen, les critères ou valeurs moyens ou globaux des trois communes ayant existé antérieurement.

Art. 12. (1) La présente loi sort ses effets dès l’entrée en fonction du conseil communal de la nouvelle commune, suivant les modalités prévues à l’article 14 de la présente loi, et au plus tard le 1^{er} janvier 2012, sans préjudice des dispositions qui figurent aux articles 3 et 4.

(2) En matière d’impôts directs relevant de la compétence de l’Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu’à partir du 1^{er} janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d’impôt foncier et d’impôt commercial communal s’élèvent d’office à partir de l’année d’imposition 2012, pour l’ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 13. (1) Pendant une période transitoire qui s’étendra sur la période correspondant à un mandat du conseil communal et se terminera à l’occasion des élections communales ordinaires de 2017, la commune de Schengen sera composée de trois sections électorales, à savoir la section de Burmerange formée par le territoire de l’ancienne commune de Burmerange, la section de Schengen formée par le territoire de l’ancienne commune de Schengen et la section de Wellenstein formée par le territoire de l’ancienne commune de Wellenstein. La section de Burmerange sera représentée au conseil communal par quatre conseillers, les sections de Schengen et de Wellenstein chacune par cinq conseillers.

(2) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l’élection du conseil communal de la commune de Schengen sera organisée suivant le système de la majorité relative conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes «transfert du domicile d’un membre du conseil communal hors du territoire de la commune» qui figurent au 1^{er} alinéa de l’article 189 sont remplacés par les termes «transfert du domicile d’un membre de conseil communal hors du territoire de la section de commune».
2. La condition de résidence de six mois fixée par l’article 192 pour être éligible est remplie en l’occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans les sections de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein, telles que ces sections sont définies au paragraphe (1) ci-dessus.
3. Par dérogation au deuxième alinéa de l’article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l’article 221, le terme «la commune» englobe en l’occurrence les sections de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein.
5. L’article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: «L’attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu’à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.»
6. L’article 223 s’applique séparément à chaque section de commune.

(3) L'élection du premier conseil communal de Schengen sera organisée dans les communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein qui vont constituer la nouvelle commune de Schengen, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein concourent ensemble à l'élection du conseil communal de Schengen.
2. Le bureau principal de la circonscription définie au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Schengen.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi électorale se font aux maisons communales de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein.

(4) A partir des élections communales ordinaires de 2017 les trois sections sont réunies en une seule section électorale. Le système de la majorité relative restera cependant en place jusqu'au renouvellement intégral du conseil communal de 2023.

Art. 14. (1) Le conseil communal de la commune de Schengen entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

(2) Les membres des conseils communaux de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal de Schengen. Le conseil communal de Schengen, issu des élections du 9 octobre 2011, reprendra dès son entrée en fonction les activités des anciens conseils communaux de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein.

Art. 15. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonctions dans les communes de Schengen et de Wellenstein sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 16. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6246; sess. ord. 2010-2011.

Loi du 24 mai 2011 portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'article 12 de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen est complété in fine par le libellé suivant:

«En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6245; sess. ord 2010-2011.

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. (1) Les communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen sont fusionnées en une nouvelle commune qui porte le nom de «Commune du Parc Hosingen».

(2) La nouvelle commune fait partie du canton de Clervaux.

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Hosingen.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.

Art. 4. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de quinze conseillers pendant la période électorale du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2017 respectivement de treize conseillers pendant celle du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2023. A l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale.

(2) Le premier conseil communal de la commune du Parc Hosingen sera élu lors des élections communales ordinaires qui auront lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Art. 5. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 6. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

Art. 7. La nouvelle commune succède à tous les biens, droits, charges et obligations des communes fusionnées.

Art. 8. La nouvelle commune sera membre de l'office social commun dans lequel les anciennes communes seront regroupées conformément à l'article 6 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 9. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1^{er} janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- extension de la maison relais et participation à la création de nouvelles salles de classe au Parc Hosingen;
- participation à la construction d'une piscine récréative sur le site du Parc Hosingen;
- construction d'un réservoir d'eau pour les localités de Consthum, Holzthum et Hoscheid-Dickt avec conduites d'amenée;
- construction d'un réservoir d'eau à Wahlhausen;
- participation à la construction d'un chalet pour scouts sur le site du Parc Hosingen;
- participation à la construction d'une crèche communale sur le site du Parc Hosingen;
- création d'un point d'attrait touristique au château d'eau à Hosingen;
- réaménagement de la place centrale de Hoscheid.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 10. Il est procédé au 1^{er} janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune du Parc Hosingen sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des trois communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 11. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune du Parc Hosingen, les critères ou valeurs moyens ou globaux des trois communes ayant existé antérieurement.

Art. 12. (1) A l'exception de l'article 14, la présente loi ne sort ses effets qu'au 1^{er} janvier 2012.

(2) En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 13. (1) Pendant une période transitoire qui s'étendra sur la période correspondant à deux mandats du conseil communal et se terminera à l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, la commune du Parc Hosingen sera composée de trois sections électorales, à savoir la section de Consthum, formée par le territoire de l'ancienne commune de Consthum, la section de Hoscheid formée par le territoire de l'ancienne commune de Hoscheid et la section de Hosingen, formée par le territoire de l'ancienne commune de Hosingen. Pendant la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2017 les sections de Consthum et de Hoscheid seront représentées chacune au conseil communal par quatre conseillers et la section de Hosingen par sept conseillers. Pendant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2023 les sections de Consthum et de Hoscheid seront représentées chacune au conseil communal par trois conseillers et la section de Hosingen par sept conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2023, les trois sections seront réunies en une seule section électorale.

(2) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune du Parc Hosingen sera organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune» qui figurent au 1^{er} alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune».
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans les sections de Consthum, de Hoscheid ou de Hosingen, telles que ces sections sont définies au point 1 ci-dessus.
3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 le terme «la commune» englobe en l'occurrence les sections de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: «L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.»
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(3) L'élection du premier conseil communal de la commune du Parc Hosingen sera organisée dans les communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen, qui vont constituer la nouvelle commune du Parc Hosingen, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen concourent ensemble à l'élection du conseil communal de la commune du Parc Hosingen.
2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Hosingen.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi électorale se font aux maisons communales de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen.

Art. 14. (1) Le conseil communal de la commune du Parc Hosingen entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

(2) Les membres des conseils communaux de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal de la commune du Parc Hosingen. Le conseil communal de la commune du Parc Hosingen issu des élections du 9 octobre 2011 reprendra dès son entrée en fonction les activités des conseils communaux de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen.

Art. 15. (1) Les trois secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les trois secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à un des secrétaires par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des trois secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 16. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6247; sess. ord. 2010-2011.

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont fusionnées en une nouvelle commune qui porte le nom de «Aerenzdallgemeng», «Commune de la vallée de l'Ernz», «Ernztalgemeinde».

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Medernach.

Art. 3. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de onze conseillers. A l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, le nombre de conseillers est mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale.

(2) Le premier conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz est élu lors des élections communales ordinaires qui ont lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après.

(3) Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins est ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2023.

Art. 4. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 5. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes d'Ermsdorf et de Medernach sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

Art. 6. La nouvelle commune succède aux communes fusionnées dans tous les biens, droits, charges et obligations et au syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale à Medernach.

Art. 7. La commune de la vallée de l'Ernz est regroupée dans l'office social commun dans lequel les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont regroupées en vertu du règlement grand-ducal prévu à l'article 6 paragraphe (7) de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 8. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1^{er} janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la construction d'une maison relais;
- la modernisation des infrastructures sportives;
- la construction d'une nouvelle mairie à Medernach.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 9. Il est procédé au 1^{er} janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune de la vallée de l'Ernz sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des deux communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 10. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune de la vallée de l'Ernz, les critères ou valeurs moyens ou globaux des deux communes ayant existé antérieurement.

Art. 11. (1) La présente loi sort ses effets dès l'entrée en fonction du conseil communal, suivant les modalités prévues aux articles 1^{er} et 3, et au plus tard le 1^{er} janvier 2012, sans préjudice des dispositions figurant à l'article 13.

(2) En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 12. (1) Pendant une période transitoire qui s'étend sur la période correspondant à deux mandats du conseil communal et se termine à l'occasion des élections communales ordinaires de 2023, la commune de la vallée de l'Ernz est composée de deux sections électorales, à savoir la section d'Ermsdorf formée par le territoire de l'ancienne commune d'Ermsdorf et la section de Medernach formée par le territoire de l'ancienne commune de Medernach. La section d'Ermsdorf est représentée au conseil communal par cinq conseillers et la section de Medernach par six conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2023, les deux sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz peut décider de ramener la durée de la période transitoire à une seule période électorale.

(3) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz est organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune» qui figurent au 1^{er} alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune».
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans la section d'Ermsdorf ou dans la section de Medernach, telles que ces sections sont définies au paragraphe (1) ci-dessus.
3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 les termes «la commune» englobent en l'occurrence les sections d'Ermsdorf et de Medernach.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: «L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.»
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(4) L'élection du premier conseil communal de la vallée de l'Ernz est organisée dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes d'Ermsdorf et de Medernach, qui vont constituer la nouvelle commune de la vallée de l'Ernz, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes d'Ermsdorf et de Medernach concourent ensemble à l'élection du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz.
2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Medernach.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi électorale se font aux maisons communales d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 13. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées. Les membres des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz. Le conseil communal de la commune de la vallée de l'Ernz issu des élections du 9 octobre 2011 reprendra dès son entrée en fonction les activités des conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach.

Art. 14. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes d'Ermsdorf et de Medernach sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 15. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les deux receveurs des communes fusionnées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6197; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.

Loi du 24 mai 2011 portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 mai 2011 et celle du Conseil d'Etat du 17 mai 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen sont fusionnées en une nouvelle commune dénommée «Commune d'Esch-sur-Sûre».

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Eschdorf.

La commune est toutefois autorisée à établir provisoirement son siège à Esch-sur-Sûre jusqu'à l'achèvement de la nouvelle maison communale à Eschdorf. L'établissement du siège définitif est déclaré par délibération du conseil communal sous l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins est ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

Art. 4. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de treize conseillers. Le nombre de conseillers est mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

(2) Le premier conseil de la commune d'Esch-sur-Sûre est élu lors des élections communales ordinaires qui ont lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Art. 5. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 6. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ainsi que les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers du syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine.

Art. 7. La nouvelle commune succède aux communes fusionnées dans tous les biens, droits, charges et obligations.

Art. 8. La nouvelle commune est regroupée dans l'office social commun dans lequel les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen sont regroupées en vertu du règlement grand-ducal prévu à l'article 6 paragraphe (7) de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 9. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1^{er} janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la transformation et l'agrandissement de la mairie et de la salle des fêtes situées à Eschdorf;
- la construction d'un centre culturel dans le cadre du centre d'accueil du Lac de la Haute-Sûre à Insenborn («Séizenter Ensber»);
- l'aménagement d'un parking public couvert à Esch-sur-Sûre;
- l'exécution de travaux d'infrastructure et de mise en état de la voirie vicinale.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir du jour de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 10. Il est procédé au 1^{er} janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune d'Esch-sur-Sûre sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des trois communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 11. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune d'Esch-sur-Sûre, les critères ou valeurs moyens ou globaux des trois communes ayant existé antérieurement.

Art. 12. La présente loi sort ses effets dès l'entrée en fonction du conseil communal, suivant les modalités prévues aux articles 1^{er}, 3 et 14, et au plus tard le 1^{er} janvier 2012, sans préjudice des dispositions figurant aux articles 3, 4 et 9 (3).

En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des Contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 13. (1) Pendant une période transitoire qui s'étend sur la période correspondant à un mandat du conseil communal et se termine à l'occasion des élections communales ordinaires de 2017, la commune d'Esch-sur-Sûre est composée de trois sections électorales, à savoir la section d'Esch-sur-Sûre formée par le territoire de l'ancienne commune d'Esch-sur-Sûre, la section de Heiderscheid formée par le territoire de l'ancienne commune de Heiderscheid et la section de Neunhausen formée par le territoire de l'ancienne commune de Neunhausen. La section de Heiderscheid est représentée au conseil communal par sept conseillers, les sections d'Esch-sur-Sûre et de Neunhausen chacune par trois conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2017, les trois sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune d'Esch-sur-Sûre est organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Pour les besoins de la cause les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune» qui figurent au 1^{er} alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes «transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune».
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans les sections d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen, telles que ces sections sont définies au paragraphe (1) ci-dessus.
3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 les termes «la commune» englobent en l'occurrence les sections d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant: «L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.»
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(3) L'élection du premier conseil communal d'Esch-sur-Sûre est organisée dans les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent:

1. Les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen qui vont constituer la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen concourent ensemble à l'élection du conseil communal d'Esch-sur-Sûre.

2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Heiderscheid.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi communale se font aux maisons communales d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Art. 14. (1) Le conseil communal de la commune d'Esch-sur-Sûre entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

(2) Les membres des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal d'Esch-sur-Sûre. Le conseil communal d'Esch-sur-Sûre, issu des élections du 9 octobre 2011, reprendra dès son entrée en fonction les activités des anciens conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Art. 15. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes de Heiderscheid et de Neunhausen sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 16. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région,
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 24 mai 2011.
Henri

Doc. parl. 6139; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.